



Nombre de Membres en exercice :	33
Nombre de Membres présents :	23
Nombre de Membres excusés :	09
Nombre de Membres absents :	01

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL  
SEANCE DU MERCREDI 15 NOVEMBRE 2023

-----  
*Le mercredi 15 novembre 2023 – Salle d'Honneur de l'Hôtel de Ville  
s'est réuni le Conseil Municipal régulièrement convoqué selon les dispositions de  
l'article L2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales*  
-----

**Étaient présents :**

**De la liste « Communiste, citoyenne et de rassemblement démocratique » :**

MM. Bernard BAUDE, Laurent DUCAMP, Ludivine PLOUVIER, Jérôme FLEURANT, Pierre BOUFFLERS, Roger JANKOWSKI, Dominique MICHAUX, Adeline SERVILE, José PRINGARBE, Belinda MERCIER, Nancy BODESCOT, Christophe LAOUR, David KRZYZELEWSKI, Julie CARON, Maxime LEPOIVRE, Patricia PINGUET, Salem L'AABD, Fatima AKNANAYE, Pascale HUNET, Flavio SPATAFORA, Virginie DUPIRE.

**De la liste « Rassemblement National » :**

MM. Laurent DASSONVILLE, Thomas LAOUR.

**Étaient absents excusés :**

**De la liste « Communiste, citoyenne et de rassemblement démocratique » :** MM. Olivier LELIEUX donne pouvoir à Bernard BAUDE, Marianne LENNE donne pouvoir à Laurent DUCAMP, Latifa AÏT ABDERRAFII donne pouvoir à Jérôme FLEURANT, Fabrice PLANQUE donne pouvoir à Ludivine PLOUVIER, Jeanine BALCEREK donne pouvoir à Dominique MICHAUX, Joël CHOQUET donne pouvoir à Roger JANKOWSKI, Marie MALIGNO-CODISPOTI donne pouvoir à Fatima AKNANAYE, Abdel Nasser NAGI donne pouvoir à Maxime LEPOIVRE.

**De la liste « Rassemblement National » :**

Mme Nathalie PIJANOWSKI donne pouvoir à Laurent DASSONVILLE.

**Était absente :**

**Sans liste :** Mme Etienne Devoye.

**Président :** Bernard BAUDE

**Désignation du secrétaire de séance selon l'article. L. 2121-15 du CGCT :** Roger JANKOWSKI

BB/CABINET DU MAIRE/AL

**2023-11-141. Signature avec la société Renner Energies France d'une promesse de bail emphytéotique et/ou de constitution de servitudes - Projet de parc photovoltaïque**

Monsieur le Maire expose que la société Renner Energies France conçoit, met en œuvre et exploite des installations de production et de stockage d'énergies renouvelables.

Il explique qu'un site favorable à l'installation d'une centrale solaire au sol sur les Communes de Méricourt et Billy-Montigny a été identifié aux abords du parcours des rescapés afin d'y développer un parc photovoltaïque de 17 hectares. Ce projet, dont la puissance installée est estimée à 12 MWc, contribuera à l'atteinte des objectifs nationaux et locaux de production d'énergies renouvelables.

Toute correspondance est à adresser à Monsieur Le Maire

DÉPARTEMENT DU PAS DE CALAIS - ARRONDISSEMENT DE LENS - CANTONS AVION-ROUVROY

Place Jean Jaurès B.P.9 62680 MERICOURT

Tél : 03 21 69 92 92 • Fax : 03 21 40 08 96  
<http://www.mairie-mericourt.fr> • E-mail : [contact@mairie-mericourt.fr](mailto:contact@mairie-mericourt.fr)

Situé sur d'anciennes friches ayant accueilli de l'exploitation minière, le projet la société Renner Energies France est l'occasion de revaloriser des terrains restés inexploités, tout en préservant les enjeux écologiques, historiques et patrimoniaux liés à l'histoire du site.

Monsieur le Maire explique qu'à ce stade d'examen du projet les communes envisagent de contractualiser avec la société via la signature d'une promesse de bail emphytéotique ouvrant une période au cours de laquelle celle-ci mènera les études de faisabilité sur site.

Pour la Commune de Méricourt, les parcelles pouvant être prises à bail et/ou aire l'objet de servitudes sont les suivantes :

Section	N°	Lieu-dit	Surface (m <sup>2</sup> )
AH	561	Coron de Méricourt	43 090
AI	428	Coron de Méricourt	20 627
AI	338	Coron de Méricourt	2 475
AI	327	Coron de Méricourt	41 089
AI	336	Coron de Méricourt	4 707
AI	307	Coron de Méricourt	79
<b>TOTAL</b>			<b>112 058</b>

Des extraits de plan cadastraux sont joints en annexe ainsi qu'un plan provisoire de localisation du projet.

Monsieur le Maire indique qu'en application de la promesse de bail emphytéotique et/ou de constitution de servitudes ci-annexée, la Commune accorde à la société un droit d'occupation pour une durée de trois années renouvelable afin permettre d'examiner la faisabilité du projet.

Dans les conditions détaillées au document ci-annexé, le temps de la promesse, le bénéficiaire peut venir sur le terrain et procéder aux interventions nécessaires à la préparation du projet : études, diagnostics, tests, mesures, relevés, démarches et travaux.

Monsieur le Maire précise avoir saisi le service des domaines pour obtenir une évaluation du montant des loyers dans le cadre de la signature d'un bail emphytéotique. L'avis du domaine sur la valeur d'une redevance emphytéotique est annexé à la présente délibération.

Il relève que les conditions financières attachées à la signature de l'engagement sont exposées à l'article 6 de la promesse ci-annexée. Ce montant varie selon l'utilisation de la ou des emprises du Bail par le Bénéficiaire.

- Montant hors exploitation : à compter de la date de levée d'option et jusqu'à la mise en service de la centrale, puis à compter du lendemain de la cessation définitive de son exploitation sur la ou les emprises du Bail et jusqu'à son terme : 5 700 (cinq mille sept cents) Euros HT par hectare



- Montant en exploitation : à compter de la mise en service industrielle de la centrale photovoltaïque sur l'emprise du Bail (« MSI[1] ») et jusqu'à cessation définitive de son exploitation, le montant de la redevance annuelle augmente et il est porté à :
  - Part fixe : 5 700 (cinq mille sept cents) Euros HT par hectare
  - Part variable : 2 (deux) % du chiffre d'affaire HT

Monsieur le Maire précise que durant la promesse, le bénéficiaire a la faculté de lever toute option ce qui suffit à former le contrat de bail emphytéotique et de servitudes.

Dans sa levée d'option, le bénéficiaire précisera le ou les contrats formés, la localisation du Bail et/ou de toute Servitude (matérialisée soit par un plan, soit par un acte de géomètre-expert), ainsi que les montants dus en contrepartie.

Une fois le bail et/ou les constitutions de servitude(s) formés, le bénéficiaire pourra demander leur constatation par devant notaire. Cette constatation devra en ce cas intervenir dans le délai de trois mois suivant la demande. L'ensemble des frais d'actes, droits et honoraires, frais de publication engagés sont à la charge de la société.

**Considérant ce qui précède,**

**Le Conseil municipal, après avoir entendu son Président et en avoir délibéré, procède au vote :**

**Décide à l'unanimité :**

- D'approuver le projet d'implantation, par la société Renner Energies France, d'un projet de parc photovoltaïque au droit des parcelles cadastrées section AH 561 et section AI n° 428 – 338 – 327 – 336 -307,
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer, avec la société Renner Energies France, la promesse de bail emphytéotique et/ou de constitution de servitudes ci-annexée,
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document et d'une manière générale à faire le nécessaire pour l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et an susdits

Pour extrait certifié conforme,

Fait à Méricourt, le 17 novembre 2023

Le Maire,

Bernard BAUDE.

